



**Par France-Éliane Nolet,
Présidente de la Jeune Chambre de commerce de Montréal**

La Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) est un regroupement de jeunes cadres, professionnels, entrepreneurs et travailleurs autonomes âgés de 18 à 40 ans. Fondée en 1931, elle compte aujourd'hui près de 1 400 membres, ce qui en fait le plus grand réseau de jeunes gens d'affaires en Amérique du Nord. Il s'agit d'un lieu d'échange incontournable pour les jeunes professionnels de la Grande région de Montréal et de partout au Québec, leur permettant de prendre part activement aux débats de société et d'avoir un impact sur l'avenir de cette dernière.

Dans le cadre de la campagne électorale provinciale, la JCCM transmet ses prises de position sur certains sujets qui préoccupent ses membres, c'est-à-dire le développement durable, l'éducation, la conciliation travail-famille, la santé ainsi que l'immigration. Ce faisant, elle souhaite que les partis politiques abordent ces questions afin que ses membres, des leaders d'aujourd'hui et de demain, puissent se prononcer de façon éclairée le 26 mars prochain.

1. Le défi du développement durable

Les changements climatiques

Parce que la lutte active aux émissions de gaz à effet de serre (GES) permettra non seulement de maintenir un milieu de vie plus sain au Québec, mais également stimulera le développement d'une économie respectueuse de l'environnement, plus compétitive et plus performante, la JCCM demande au prochain gouvernement d'investir massivement dans la réduction des émissions de GES.

En ce qui concerne le secteur industriel, la JCCM suggère notamment de stimuler le financement de la recherche et développement en technologies « propres » et d'appuyer la commercialisation de technologies novatrices par l'entremise d'un fonds d'investissement durable et de partenariats entre les secteurs public et privé. De plus, la JCCM encourage fortement le prochain gouvernement à réglementer davantage l'efficacité énergétique des bâtiments et à offrir des incitatifs fiscaux reliés à l'atteinte de standards supérieurs d'économie d'énergie.

En ce qui concerne le domaine du transport, la JCCM recommande, entre autres, d'allouer davantage de financement au transport collectif et d'établir un système de tarification routière pour l'ensemble des véhicules afin de sensibiliser les utilisateurs aux coûts directs et indirects de ce secteur, qu'ils soient reliés aux infrastructures, à la santé ou à l'environnement.

La responsabilité sociale des entreprises

Parce que la confiance de la population à l'égard des entreprises prend une importance accrue au Québec et compte tenu de notre modèle économique socio-démocrate basé sur la concertation, la JCCM estime que le gouvernement, les entreprises, les investisseurs et les consommateurs doivent adopter un comportement socialement responsable.

En ce sens, la JCCM recommande au prochain gouvernement de mettre en place un processus de création de richesse obéissant à des principes d'avancement social et de respect de l'environnement. Ce processus devra notamment inclure une augmentation des ressources financières ainsi qu'un pouvoir d'intervention accru des organismes de réglementation financière et environnementale. Par ailleurs, la JCCM demande au prochain gouvernement d'encourager les entreprises à mieux communiquer les risques associés à leur performance sociale et environnementale en fournissant des directives plus claires et en octroyant des déductions fiscales récompensant la production de ces bilans.

2. Investir dans l'éducation

Parce que le Québec ne peut se permettre de priver ses institutions postsecondaires des ressources dont elles ont besoin afin d'offrir aux étudiants une qualité optimale d'enseignement, la JCCM favorise l'adoption d'une mesure visant l'augmentation graduelle des frais de scolarité pour atteindre la moyenne canadienne, ainsi qu'une indexation annuelle en fonction de l'indice des prix à la consommation, sans pour autant que le prochain gouvernement réduise sa propre part de financement. De plus, afin d'assurer l'accessibilité aux études postsecondaires, la JCCM demande une révision des programmes de prêts et bourses en fonction de l'augmentation des frais ainsi que l'implantation d'un programme de remboursement proportionnel au revenu des bénéficiaires.

Enfin, la JCCM considère que l'entreprise privée devrait participer plus activement au financement de l'éducation postsecondaire afin d'assurer la pérennité du système d'éducation québécois.

3. Conciliation travail-famille : un sujet qui continue de préoccuper les jeunes professionnels

Parce que le Québec est aux prises avec un faible taux de natalité et que les jeunes peinent à conjuguer vie familiale et professionnelle, la JCCM estime que le prochain gouvernement doit favoriser une meilleure gestion du temps par le biais de mesures permettant aux parents d'enfants de 0 à 12 ans de réduire leur charge de travail de 20%, en plus de faciliter le recours à différentes mesures assurant une plus grande flexibilité dans l'aménagement des horaires de travail, telles que le télétravail et les banques d'heures. La JCCM a vu d'un bon œil la signature de l'Entente Canada-Québec sur le régime québécois d'assurance parentale, mais elle exhorte les partis politiques à accorder davantage d'importance à la conciliation travail-famille.

De plus, la JCCM considère que les familles doivent être soutenues au quotidien. Pour ce faire, elle suggère de créer un guichet unique offrant l'accès à l'ensemble des mesures de conciliation travail-famille, de repenser les services de garde ainsi que d'instaurer des mesures incitatives à la mise sur pied de garderies en milieu de travail. Finalement, elle demande au prochain gouvernement de soutenir les entreprises afin qu'elles offrent aux jeunes parents des conditions d'emploi avantageuses en matière d'accès à des outils adaptés à la réalité de leur secteur d'activité.

4. Une vision pour notre système de santé

Parce que le vieillissement de la population et son impact sur les coûts du système de santé risquent de mener ce dernier vers une impasse financière, la JCCM croit que le prochain gouvernement doit continuer d'augmenter les investissements dans le secteur de la santé. En ce sens, elle maintient sa position favorable à la création d'une caisse santé pour faire face aux besoins futurs de la clientèle du réseau.

La JCCM se préoccupe également des listes d'attentes et de la qualité des soins de santé prodigués. Ainsi, elle demande au prochain gouvernement d'envisager la mise en place de diverses mesures pour améliorer la situation, telles que la garantie d'accès à certains services médicaux (chirurgies de la hanche, du genou et pour les cataractes, par exemple), de nouveaux partenariats publics-privés (PPP) et de programmes préventifs.

5. Pour une politique d'immigration plus attrayante

Parce que le faible taux de natalité ainsi que la population vieillissante exercent une pression de plus en plus importante sur la capacité de développement économique de Montréal et du Québec, la JCCM est d'avis que l'immigration constitue une avenue privilégiée afin d'assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et diversifiée. Elle recommande ainsi au prochain gouvernement d'accélérer la mise en œuvre d'une politique d'immigration offrant des conditions susceptibles de favoriser et de faciliter la venue de ces travailleurs, surtout si le Québec désire se tailler une place privilégiée parmi les terres d'accueil potentielles.

Finalement, pour réussir ce pari, la JCCM estime qu'il convient de mettre en œuvre une politique qui puisse séduire les immigrants potentiels, tout en favorisant leur intégration au marché du travail. Elle demande une révision systématique de la reconnaissance des diplômes, de même que la simplification de l'accès aux ordres professionnels.